

Débat de politique départemental

Département de Seine-Maritime : terre de résilience face au changement climatique

Intervention d'Alban BRUNEAU

Merci à nos camarades écologistes pour ce débat pour lequel nous souscrivons pleinement à l'objectif annoncé dans son titre.

Un thème qui fait d'ailleurs écho à l'actualité brûlante de cet été sur l'ensemble du pays, avec la canicule que nous avons subi. Comme quoi les prévisions de températures qui devaient nous impacter en 2050, sont déjà là. Le changement climatique n'est plus le problème de demain, mais bien d'aujourd'hui.

L'enjeu dorénavant est d'une part de limiter au maximum le changement climatique et la crise écologique, l'un ne peut pas aller sans l'autre. Pour cela il est nécessaire de quitter ce modèle de société qui privilégie les profits au détriment de l'humain et de la planète.

Et d'autre part d'adapter nos territoires pour qu'ils puissent faire face au bouleversement qui est en train de se produire. Car si nous n'enclenchons pas dès maintenant la transition, elle s'imposera à nous d'elle même, mais de manière beaucoup plus radicale et impactera la population de manière brutale, et ce seront encore une fois les personnes les plus démunies qui seront le plus touché.

Concernant l'Axe Seine qui structure notre Département et qui génère des dizaines de milliers d'emplois, sa transition est indispensable, la majeure partie des activités industrielles qui s'y développent étant génératrices de grosses quantités de CO2.

La décarbonation de ces industries doit s'anticiper dès maintenant. Les pouvoirs publics ont un rôle majeur à jouer pour relocaliser notre industrie et la décarboner au maximum, pour faire de l'Axe Seine une référence en la matière.

Mais cette transition écologique de l'industrie ne doit pas être laissée aux seules mains des grands groupes. Car la recherche du profit et de l'accroissement des marges qui guident les stratégies de ces multinationales pour se conformer aux exigences des marchés financiers, va souvent à l'encontre des objectifs et des délais à tenir pour assurer cette transition.

Au contraire, cette transition, c'est l'affaire de tous : industriels bien entendu, syndicats, Etat, élus locaux, associations environnementales et associations de riverains. Mais aussi des chercheurs, des universitaires et des citoyens.

D'où la nécessité de la concevoir et de la planifier de manière concertée, au grand jour, en rassemblant tous ces acteurs.

Tout le contraire du fumeux Pacte écologique de la transition industrielle de l'agglomération havraise concocté il y a 3 ans entre le président de l'agglomération et le cabinet du ministre de l'écologie, De Rugy à l'époque.

Vous vous souvenez peut-être parmi les collègues élus sous le précédent mandat ?

Ce pacte annoncé à grand renfort de communication pour mieux faire passer la pilule amère de la fermeture de la centrale thermique du Havre, et qui avait été adopté par notre Conseil départemental appelé en renfort pour cautionner l'opération, malgré les réserves émises par une large part de notre assemblée ?

Un simple exercice de communication si convainquant qu'il n'avait été adopté que par 37 voix sur 70 au sein de notre Conseil.

Et ceux qui n'étaient pas convaincus avaient bien raison, au regard de la situation énergétique de notre pays, la centrale de Havre qui était en cours de verdissement aurait été bien utile... Aujourd'hui le gouvernement remet en service la centrale à charbon de Saint-Avold. Bonjour la cohérence !

Depuis la mise en place du Pacte écologique de la transition industrielle il n'y a pas eu une seule réunion du comité de suivi censé avoir été instauré. Pas un seul retour d'information non plus devant aucun des conseils l'ayant adopté sur l'état d'avancement des projets agglomérés dans ce Pacte fourre tout.

Mais rien non plus en termes d'initiative pour s'emparer de ce sujet localement. A part bien sûr les propositions formulées à de multiples reprises par les syndicats, les associations environnementales et certains élus dont notre député Jean-Paul Lecoq pour organiser cette transition écologique concertée sur notre zone industrielle et portuaire.

L'occasion offerte par ce débat était trop belle pour ce petit rappel.

Je poursuis, sur ce changement climatique qui nous impose également de faire évoluer nos mobilités, l'utilisation de la voiture individuelle ne doit plus être la norme, mais pour cela des alternatives crédibles doivent être proposées aux usagers car beaucoup n'ont pas d'autres choix que d'utiliser leur voiture et vu le prix des carburants, ce n'est pas par choix.

Je pense aussi au ferroviaire qui autrefois maillait finement notre territoire. Redéveloppons le train, ré-ouvrons les petites gares de proximité qui permettent les trajets du quotidien. Nous connaissons les solutions et pourtant nous sommes loin d'être sur les bons rails...

Faire face au changement climatique s'est également relocaliser notre consommation notamment alimentaire et sur ce sujet le Département à un grand pouvoir d'action au regard des centaines de milliers de repas servis chaque année dans les collèges. Construisons des cercles vertueux, l'achat public doit pouvoir garantir des débouchés aux producteurs locaux pour pérenniser leur activité et les inciter, quand ce n'est pas encore le cas, à une agriculture respectueuse de la biodiversité.

Être une terre de résilience face au changement climatique, c'est avant tout être une terre du bon sens où l'on fait preuve de sobriété avec une consommation la plus locale possible, juste et durable, c'est une société qui respecte en premier lieu l'environnement et les gens avant l'argent.

Être une terre de résilience face au changement climatique, c'est avant tout être une terre de rupture avec le capitalisme qui a conduit à cette situation, décarboner sans changer le système dans lequel nous sommes ne fera que déplacer le problème.